

Nous sommes dans l'opposition et nous y resterons. Nous ne croyons pas au « en même temps » qui entretient la confusion et qui a pour seul effet de réserver la solution alternative à l'extrême droite. Nous sommes dans l'opposition mais nous avons signifié notre ouverture au compromis. La situation politique actuelle est inédite puisqu'aucune coalition ne dispose d'une majorité absolue. Vous êtes vous-même, monsieur le Premier ministre, à la tête d'un « socle commun » dont on peine à voir le socle et qui n'a de commun que la volonté de siéger au conseil des ministres. Nous avons tous entendu, il y a deux jours, M. Wauquiez expliquer à cette tribune que son parti, alors qu'il participe au gouvernement, ne voterait les projets de loi qu'au cas par cas.

Cependant, pour permettre au pays d'être gouverné au cours des vingt-huit prochains mois, nous vous avons d'abord proposé un pacte de non-censure qui reposait sur trois conditions : le non-usage du 49.3, un changement de cap et le respect du front républicain en vous refusant à faire dépendre votre survie de l'extrême droite comme l'a fait votre prédécesseur. Vous n'y avez pas donné suite. Il n'est donc plus question de pacte de non-censure, comme cela peut exister dans d'autres pays qui connaissent des gouvernements minoritaires. Un vote de censure est donc possible à tout moment.

Depuis dix jours, nous sommes entrés en négociation avec vous et vos ministres. Nous avons fait ce choix, non pour négocier une place, obtenir un ministère ou un avantage quelconque, mais pour vous arracher des concessions qui n'auraient pas vu le jour sans cette discussion. Nous n'avons pas la négociation honteuse et vous ne devriez pas davantage en avoir honte. Je vous ai écouté lors du discours de politique générale. Vous auriez dû dire, par simple respect pour le dialogue engagé, que vous aviez prévu nombre de coupes claires qui auraient directement porté atteinte au quotidien des Français les plus vulnérables, et reconnaître que nos échanges, notre dialogue, notre négociation ont permis de faire bouger les lignes.

Grâce à la négociation, il n'y aura pas de nouveau gel des pensions de retraite en 2025, pas d'augmentation des taxes sur l'électricité pas de déremboursement des consultations chez le médecin et pas d'aggravation du déremboursement des médicaments. De plus, 12 000 postes de personnel soignant hospitalier seront ainsi créés ou maintenus ; il n'y aura pas de passage d'un à trois jours de carence dans la fonction publique, pas de suppression de 4 000 postes d'enseignants ; quelque 2 000 postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap seront créés il n'y aura pas de baisse du budget des outre-mer comme le proposait le budget Barnier. Le prêt à taux zéro sera étendu aux logements neufs et à tout le territoire, et les maires seront financièrement incités à construire davantage de logements sociaux. Nous avons également obtenu le minimum de justice fiscale : la spéculation financière et les dividendes seront mieux taxés ; le crédit d'impôt recherche (CIR), la niche fiscale la plus coûteuse, sera limité, et les patrimoines les plus insolents seront à nouveau taxés, ce que nous demandions avec Gariel Zucman depuis des années et que vous refusiez obstinément depuis la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Pourquoi n'assumez-vous pas, je vous le dis comme un conseil presque amical, ces 21 milliards de recettes nouvelles ? Comprenons-nous bien : le résultat de cette négociation n'a pas miraculeusement transformé le futur budget en budget de gauche. Les lois de finances ne sont pas celles que nous adopterions si nous étions au pouvoir. Mais c'est notre honneur – oui, notre honneur – d'avoir évité aux Françaises et aux Français ces mesures qui ont un effet direct sur leur pouvoir d'achat, leur capacité à se soigner, à offrir une éducation de qualité à leurs enfants, et d'avoir permis de rétablir un minimum de justice fiscale dans un pays où le CAC40 sable le champagne tandis que 9 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté.

Je le dis à mes collègues, de droite comme de gauche : souvent, nous nous sommes interrogés sur notre utilité, celle de ces heures et de ces nuits passées sur ces bancs, sans conséquences sur la vie des Français. Notre vocation n'est pas de toujours nous limiter à prendre date, en attendant la prochaine élection ; elle est d'arracher, jour après jour, toutes les victoires possibles.

Mais vous le savez, monsieur le Premier ministre, la clé de voûte de cette négociation portait sur la réforme des retraites de 2023, qui demeure une blessure sociale et démocratique.

En ouvrant le débat, monsieur le Premier ministre, vous avez fait un premier pas. Je ne minimise pas ce geste. Les précédents gouvernements s'étaient, jusqu'ici, refusés à toute remise en cause de ce qui, progressivement, est apparu comme le totem de la Macronie. En reconnaissant qu'il était possible, comme vous l'avez dit, de parvenir aux mêmes résultats au moyen d'une réforme plus juste, vous avez ouvert la possibilité d'une alternative. Vous avez accepté, à notre demande, de ne pas différer le débat ; vous réunirez donc, dès demain, les partenaires sociaux.

*(Exclamations sur les bancs du groupe LFI.) Si vous êtes gênés, prenez la parole après moi ! (Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.) Mais si vous pensez que ce que je dis-là n'a aucun intérêt pour les Français, si vous pensez qu'ils ne sont pas heureux de voir une gauche qui propose, une gauche qui avance, une gauche qui fait céder le gouvernement, alors dites-le !*

Les partenaires sociaux, monsieur le Premier ministre, auront donc la maîtrise de l'ordre du jour. Tout sera sur la table : âge légal, cotisations, pénibilité, carrières hachées, égalité entre les femmes et les hommes, sources de financement mobilisables.

Il est cette fois-ci possible que reviennent le dialogue social et la démocratie sociale dont nous avons, pendant sept ans, demandé le respect. Les Français, monsieur le Premier ministre, se sont exprimés dans la rue, dans les sondages et par les élections. Ils ont été clairs : le contrat social français repose, pour partie, sur l'accès à la retraite en bonne santé. Pour ceux qui aiment leur métier, qui sont reconnus dans leurs missions et ne souffrent pas de l'usure et de la pénibilité, l'âge de 64 ans peut paraître jeune ; mais pour tous les autres, chaque trimestre supplémentaire est une souffrance. Tout doit donc être sur la table, y compris les financements alternatifs permettant de ne pas reculer l'âge légal à 64 ans.

En annonçant dans un premier temps, avant le courrier que vous venez de nous adresser, qu'en l'absence d'accord général, on en reviendrait purement et simplement à la réforme de 2023, vous avez déjà indiqué à ceux qui n'ont aucune intention de bouger qu'il leur suffisait de bloquer la discussion, de l'enliser, pour obtenir satisfaction. Vous ne pouvez pas accorder un droit de véto aux tenants de l'immobilisme. Au cours des prochains jours, chacun des partenaires sociaux indiquera les voies permettant de consolider notre système de retraite par répartition. Nous n'accepterons pas une condamnation au plus petit dénominateur commun. C'est la raison pour laquelle, accord ou pas accord, nous souhaitons que le Parlement aie le dernier mot. Nous allons donc donner toutes ses chances à la négociation, mais que personne ne s'y trompe : si nous avons le sentiment que le débat est verrouillé, et ne permet pas d'aller au bout des alternatives, nous déposerons une motion de censure.

Nous n'accepterons pas le statu quo. En ouvrant la discussion, monsieur le Premier ministre, vous devez prendre la mesure des espoirs qu'elle peut soulever. Après avoir ouvert une perspective positive, rien ne serait pire pour vous que de prendre la responsabilité d'un retour en arrière. Si tout devait apparaître comme un simple simulacre, vous nourririez une colère qui balayera tous les efforts entrepris et déroulera le tapis rouge à l'extrême droite.

Je voudrais, pour terminer, m'éloigner du débat franco-français. Dans quatre jours, Trump va entrer à la Maison Blanche. Il promet déjà d'annexer tout le continent américain. Son allié Musk se mêle des affaires internes des Britanniques et des Allemands. Poutine n'a pas revu à la baisse ses prétentions face à nos amis ukrainiens. Le Proche-Orient est encore en feu et Gaza succombe, même si nous nous réjouissons de ce cessez-le-feu, tant attendu, dont nous venons d'apprendre la nouvelle. Nous nous réjouissons bien sûr de la libération des otages. Erdoğan se rêve en nouveau sultan et Xi Jinping en dernier empereur. Il faut une puissance d'équilibre. Cette force, c'est l'Europe, et, en Europe, la France ne peut, après l'Autriche, basculer aux mains de l'extrême droite. Ce qui se joue maintenant est proprement historique et présuppose une certaine hauteur de vue. En ne censurant pas dès ses premiers pas votre gouvernement, monsieur le Premier ministre, et comme vous l'aurez compris, nous ne vous accordons pas pour autant notre confiance.

Mais nous avons choisi de ne pas pratiquer la politique du pire, parce qu'elle peut conduire à la pire des politiques, c'est-à-dire l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. C'est la raison pour laquelle, monsieur le Premier ministre, nous ne vous censurerons pas.